

MESSAGE N° 2

6 février 2007

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif
aux crédits supplémentaires compensés du budget
de l'Etat de Fribourg pour l'année 2006**

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2006.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires a été transmis à la Commission des finances et de gestion.

Au total, pour l'exercice 2006, 29 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
POUVOIR LÉGISLATIF			<u>330 000</u>
1110	Grand Conseil		
300.203	Indemnités de séances	975 000	70 000
310.102	Publications et publicité	320 000	200 000
1115	Commissions et délégations		
300.200	Commissions	230 000	60 000
POUVOIR JUDICIAIRE			<u>2 405 000</u>
2100	Tribunal cantonal		
318.088	Assistance judiciaire pénale	300 000	200 000
319.005	Indemnités en matière pénale	310 000	790 000
2105.1	Tribunal d'arrondissement de la Broye		
318.089	Assistance judiciaire civile	70 000	90 000
330.011	Pertes sur créances, affaires pénales	20 000	55 000
2105.2	Tribunal d'arrondissement de la Glâne		
318.089	Assistance judiciaire civile	78 000	42 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
2105.3	Tribunal d'arrondissement de la Gruyère		
318.089	Assistance judiciaire civile	300 000	38 000
330.011	Pertes sur créances, affaires pénales	150 000	150 000
2105.4	Tribunal d'arrondissement de la Sarine		
330.011	Pertes sur créances, affaires pénales	710 000	1 040 000
POUVOIR EXÉCUTIF – CHANCELLERIE			<u>50 000</u>
3105	Chancellerie		
365.004	Subventions cantonales aux partis politiques	145 000	50 000
INSTRUCTION PUBLIQUE, CULTURE ET SPORT			<u>2 180 000</u>
3200	Secrétariat général		
* 351.001	Contributions pour les étudiants fribourgeois immatriculés dans d'autres universités cantonales	13 650 000	1 130 000
* 351.006	Contribution pour la fréquentation d'écoles de la convention du Nord-Ouest	2 810 000	900 000
3256	Haute école pédagogique		
317.100	Déplacements	65 000	20 000
3257	Ecole du personnel soignant		
302.106	Traitements du personnel enseignant auxiliaire	60 000	80 000
3258	Haute école spécialisée santé		
302.106	Traitements du personnel enseignant auxiliaire	150 000	50 000
SÉCURITÉ ET JUSTICE			<u>1 256 000</u>
3345.1	Commandement et services généraux		
313.006	Carburants	16 500	6 000
318.010	Transports	123 630	20 000
3345.2	Gendarmerie		
311.301	Achats de matériel et d'appareils	20 000	84 000
313.006	Carburants	420 000	97 000
3345.3	Police de sûreté		
313.006	Carburants	83 000	36 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
3355	Service de l'exécution des peines		
318.026	Exécution des condamnations	2 912 000	763 000
3360	Service des prisons		
318.028	Pécules aux détenus	7 000	10 000
3365	Etablissements de Bellechasse		
312.000	Chauffage	140 000	30 000
313.006	Carburants	70 000	20 000
313.030	Frais des cultures	315 000	20 000
313.032	Frais de bétail	348 000	30 000
318.000	Prestations de service par des tiers	759 000	66 000
3370	Service de probation		
301.118	Traitements du personnel auxiliaire	60 000	70 000
310.100	Fournitures de bureau	4 000	4 000
<u>ÉCONOMIE ET EMPLOI</u>			<u>890 000</u>
3540	Service de la formation professionnelle		
* 351.002	Contributions pour les apprentis suivant les cours hors du canton	6 470 000	890 000
<u>SANTÉ ET AFFAIRES SOCIALES</u>			<u>10 164 000</u>
3606	Service dentaire scolaire		
315.500	Entretien des véhicules	10 000	15 000
3620	Hôpital psychiatrique cantonal		
310.100	Fournitures de bureau	82 000	18 000
312.000	Chauffage	320 660	130 000
314.100	Entretien et rénovation des immeubles	900 000	50 000
318.040	Prestations médicales par des tiers	398 000	150 000
330.001	Pertes sur créances	–	100 000
3624	Buanderie de Marsens		
301.117	Traitements du personnel d'exploitation	960 050	110 000
312.000	Chauffage	161 840	60 000
315.200	Entretien des machines	30 000	30 000
315.303	Entretien du matériel et des appareils d'exploitation	5 000	20 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
3635	Laboratoire cantonal		
309.000	Frais de formation	5 500	6 000
3645	Service de la prévoyance sociale		
364.030	Subventions cantonales pour les soins spéciaux dans les établissements pour personnes âgées	31 828 000	4 375 000
3650	Service de l'action sociale		
* 361.010	Aide sociale des Fribourgeois domiciliés dans d'autres cantons	3 000 000	400 000
362.006	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Fribourgeois domiciliés dans le canton	3 500 000	600 000
362.013	Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des étrangers domiciliés dans le canton	4 900 000	500 000
362.019	Subventions cantonales aux communes pour les mesures d'insertion sociale	200 000	100 000
526.001	Pensions alimentaires	5 500 000	75 000
3655	Assurances sociales		
* 366.016	Prestations complémentaires AI	46 970 000	2 925 000
366.017	Allocations cantonales de maternité	1 500 000	400 000
366.018	Allocations familiales cantonales en faveur des personnes sans activité lucrative de condition modeste	1 400 000	100 000
<u>AMÉNAGEMENT, ENVIRONNEMENT ET CONSTRUCTIONS</u>			<u>130 000</u>
3840	Section lacs et cours d'eau		
365.020	Subventions cantonales aux tiers pour la conservation	90 000	130 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
<u>GESTION PAR MANDAT DE PRESTATIONS</u>			985 000
	Service des ponts et chaussées		
	Groupe de produits (2000)		
	- Routes cantonales	29 372 125	985 000
TOTAL			18 390 000

* «charges liées» au sens de l'article 18 al. 2^{bis} du règlement du 12 mars 1996 d'exécution de la loi sur les finances de l'Etat, modifié le 8 novembre 2005.

Les 29 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2006 se répartissent de la manière suivante entre les pouvoirs et Directions:

	<u>Nombre d'arrêtés</u>	<u>Montant Fr.</u>
Pouvoir législatif	2	330 000
Pouvoir judiciaire	5	2 405 000
Pouvoir exécutif – Chancellerie	1	50 000
Instruction publique, culture et sport	4	2 180 000
Sécurité et justice	7	1 256 000
Economie et emploi	1	890 000
Santé et affaires sociales	7	10 164 000
Aménagement, environnement et constructions	2	1 115 000
	29	18 390 000

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

– comparativement à ce qui s'est produit durant les exercices 1990–2005, le volume de 18,4 millions de francs des crédits supplémentaires 2006 est supérieur à la moyenne (14,9 millions de francs par an sur la période) et, rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, il est en revanche inférieur à cette moyenne 1990–2005 (0,73% en 2006 contre 0,81% sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires se maintient en outre dans la moyenne de ces dix dernières années. Le tableau qui suit illustre le propos:

<u>Année</u>	<u>Nombre d'arrêtés</u>	<u>Montant total des crédits supplémentaires en mios</u>	<u>Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées</u>
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73

– une nouvelle fois, on relève une forte concentration des dépassements de crédits sur un nombre restreint de cas: 4 arrêtés (Contributions étudiants/apprentis hors canton, soins spéciaux, prestations complémentaires AI) représentent à eux seuls 56% du total des crédits supplémentaires de l'exercice 2006; en outre, le secteur judiciaire a à connaître une forte augmentation de crédits additionnels pour l'assistance judiciaire et pour faire face aux pertes sur créances;

– les dépassements de crédits autorisés durant l'exercice 2006 ont, pour une part, un indubitable caractère de dépenses liées, charges sur lesquelles le canton n'a pas d'emprise directe. Ainsi l'octroi des crédits supplémentaires peut découler:

- soit d'obligations légales, comme par exemple, en matière de soins et d'aide à domicile, de soins spéciaux (4,375 millions), d'aide sociale (1,5 million) et de prestations et d'allocations sociales (3,425 millions);
- soit de l'application de concordats intercantonaux. Sont à ranger sous ce chapitre, les charges additionnelles en matière d'exécution des condamnations (0,763 million), de fréquentation par des Fribourgeois d'établissements d'enseignement extérieurs au canton (2,920 millions);

– s'agissant de la couverture de crédits supplémentaires sollicités, il a été, pour la première fois, fait recours aux nouvelles dispositions de la loi et du règlement sur les finances qui autorisent, à des conditions déterminées, de compenser certains dépassements de crédits par une augmentation de revenus. Ainsi, en 2006, pour un volume de 6,245 millions de francs de crédits supplémentaires dits «liés», au sens de ces dispositions, 4,035 millions de francs de couverture ont été assurés sous forme d'augmentations de recettes, notamment grâce au surplus de rentrées liées à notre part au bénéfice de la Banque cantonale (2,780 millions) et à des subventions additionnelles de la Confédération dans le domaine de la formation professionnelle (0,890 million). Le solde des couvertures des crédits supplémentaires a consisté en une réduction nette d'autres charges conformément à la règle.

En conclusion, nous vous invitons à approuver l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2006.

BOTSCHAFT Nr. 2 6. Februar 2007 **des Staatsrates an den Grossen Rat** **zum Dekretsentwurf über die kompensierten** **Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates** **Freiburg für das Jahr 2006**

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2006 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Diensten und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschrei-

tungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten wurden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2006 wurden insgesamt 29 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite	Nachtrags- kredite
		Fr.	Fr.
<u>GESETZGEBENDE BEHÖRDE</u>			<u>330 000</u>
1110	Grosser Rat		
300.203	Sitzungsgelder	975 000	70 000
310.102	Publikationen und Werbung	320 000	200 000
1115	Kommissionen und Delegationen		
300.200	Kommissionen	230 000	60 000
<u>RICHTERLICHE BEHÖRDE</u>			<u>2 405 000</u>
2100	Kantonsgericht		
318.088	Unentgeltliche Rechtspflege Strafsachen	300 000	200 000
319.005	Entschädigungen in Strafsachen	310 000	790 000
2105.1	Bezirksgericht Broye		
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	70 000	90 000
330.011	Debitorenverluste, Strafsachen	20 000	55 000
2105.2	Bezirksgericht Glane		
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	78 000	42 000
2105.3	Bezirksgericht Greyerz		
318.089	Unentgeltliche Rechtspflege Zivilsachen	300 000	38 000
330.011	Debitorenverluste, Strafsachen	150 000	150 000
2105.4	Bezirksgericht Saane		
330.011	Debitorenverluste, Strafsachen	710 000	1 040 000
<u>VOLLZIEHENDE BEHÖRDE – KANZLEI</u>			<u>50 000</u>
3105	Kanzlei		
365.004	Kantonsbeiträge an politische Parteien	145 000	50 000
<u>ERZIEHUNG, KULTUR UND SPORT</u>			<u>2 180 000</u>
3200	Generalsekretariat		
* 351.001	Beiträge für an anderen kantonalen Universitäten immatrikulierte Studenten aus dem Kanton Freiburg	13 650 000	1 130 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite	Nachtrags- kredite
		Fr.	Fr.
* 351.006	Beitrag für den Besuch von Schu- len des Regionalen Schulabkommens NW EDK	2 810 000	900 000
3256	Pädagogische Hochschule		
317.100	Reisespesen	65 000	20 000
3257	Schule für Krankenpflege		
302.106	Gehälter des Aushilfs- Lehrpersonals	60 000	80 000
3258	Fachhochschule für Gesundheit		
302.106	Gehälter des Aushilfs- Lehrpersonals	150 000	50 000
<u>SICHERHEIT UND JUSTIZ</u>			<u>1 256 000</u>
3345.1	Kommando und Stabsdienste		
313.006	Treibstoffe	16 500	6 000
318.010	Transporte	123 630	20 000
3345.2	Gendarmerie		
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	20 000	84 000
313.006	Treibstoffe	420 000	97 000
3345.3	Sicherheitspolizei		
313.006	Treibstoffe	83 000	36 000
3355	Amt für Strafvollzug		
318.026	Strafvollzugs- kosten	2 912 000	763 000
3360	Amt für Gefängnisse		
318.028	Arbeitsverdienst- anteil an Gefangene	7 000	10 000
3365	Anstalten von Bellechasse		
312.000	Heizung	140 000	30 000
313.006	Treibstoffe	70 000	20 000
313.030	Kosten für Kulturen	315 000	20 000
313.032	Kosten für Viehhaltung	348 000	30 000
318.000	Dienstleistungen Dritter	759 000	66 000
3370	Amt für Bewährungshilfe		
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	60 000	70 000
310.100	Büromaterialien	4 000	4 000
<u>VOLKSWIRTSCHAFT</u>			<u>890 000</u>
3540	Amt für Berufsbildung		
* 351.002	Beiträge für Lehrlinge, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	6 470 000	890 000
<u>GESUNDHEIT UND SOZIALES</u>			<u>10 164 000</u>
3606	Schulzahnpfle- gedienst		
315.500	Fahrzeugunterhalt	10 000	15 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
3620	Kantonales Psychiatrisches Spital		
310.100	Büromaterialien	82 000	18 000
312.000	Heizung	320 660	130 000
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	900 000	50 000
318.040	Dienstleistungen Dritter	398 000	150 000
330.001	Debitorenverluste	–	100 000
3624	Wäscherei von Marsens		
301.117	Gehälter des Betriebspersonals	960 050	110 000
312.000	Heizung	161 840	60 000
315.200	Unterhalt der Maschinen	30 000	30 000
315.303	Unterhalt von Betriebsmaterialien und -geräten	5 000	20 000
3635	Kantonales Laboratorium		
309.000	Ausbildungskosten	5 500	6 000
3645	Sozialvorsorge- amt		
364.030	Kantonsbeiträge für die Sonderbetreuung in Betagtenheimen	31 828 000	4 375 000
3650	Kantonales Sozialamt		
* 361.010	Sozialhilfe für in anderen Kantonen wohnhafte Freiburger	3 000 000	400 000
362.006	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Freiburger	3 500 000	600 000
362.013	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Ausländer	4 900 000	500 000
362.019	Kantonsbeiträge an die Gemeinden für die Massnahmen zur sozialen Eingliederung	200 000	100 000
526.001	Alimente	5 500 000	75 000
3655	Sozialversiche- rungen		
* 366.016	IV-Ergänzungsleis- tungen	46 970 000	2 925 000
366.017	Kantonale Mutterschafts- beiträge	1 500 000	400 000
366.018	Kantonale Familienzulagen an nicht erwerbstätige Personen in bescheidenen Verhältnissen	1 400 000	100 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtrags- kredite Fr.
<u>RAUMPLANUNG, UMWELT UND BAUWESEN</u>			<u>130 000</u>
3840	Sektion Gewässer		
365.020	Kantonsbeiträge an Dritte für die Erhaltung	90 000	130 000
<u>FÜHREN MIT LEISTUNGSauftrag</u>			<u>985 000</u>
Tiefbauamt			
Produktgruppe (2000)			
– Kantonsstrassen			29 372 125
Total			<u>18 390 000</u>

* «gebundene Ausgaben» im Sinne von Artikel 18 Abs. 2^{bis} des Ausführungsreglements vom 12. März 1996 zum Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates, geändert am 8. November 2005.

Die 29 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2006 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	<u>Anzahl Beschlüsse</u>	<u>Betrag Fr.</u>
Gesetzgebende Behörde	2	330 000
Richterliche Behörde	5	2 405 000
Vollziehende Behörde – Kanzlei	1	50 000
Erziehung, Kultur und Sport	4	2 180 000
Sicherheit und Justiz	7	1 256 000
Volkswirtschaft	1	890 000
Gesundheit und Soziales	7	10 164 000
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	2	1 115 000
	<u>29</u>	<u>18 390 000</u>

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

– Im Vergleich zu den Rechnungsjahren 1990–2005 liegen die sich auf 18,4 Millionen Franken belaufenden Nachtragskredite 2006 über dem Durchschnitt (14,9 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum), gemessen an den gesamten budgetierten effektiven Ausgaben liegen sie jedoch unter dem Durchschnitt 1990–2005 (0,73 % im Jahr 2006 gegenüber 0,81 % im Vergleichszeitraum). Aus der folgenden Tabelle geht hervor, dass sich die Anzahl der Kreditbeschlüsse im Schnitt der letzten zehn Jahre bewegt:

<u>Jahr</u>	<u>Anzahl Beschlüsse</u>	<u>Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.</u>	<u>Gesamtbetrag der Nachtragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben</u>
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38

1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73

- Einmal mehr konzentrieren sich die Kreditüberschreitungen auf einige wenige Fälle: 4 Kreditbeschlüsse (Beiträge Studierende/Lernende ausserhalb des Kantons, Sonderbetreuung, IV-Ergänzungsleistungen) machen allein schon 56 % der gesamten Nachtragskredite des Rechnungsjahres 2006 aus; ausserdem ist bei den Gerichtsbehörden eine starke Zunahme von Nachtragskrediten für die unentgeltliche Rechtspflege und zur Bewältigung der Debitorenverluste zu verzeichnen.
- Zum Teil handelt es sich bei den im Rechnungsjahr 2006 bewilligten Kreditüberschreitungen klar um gebundene Ausgaben; es sind also Aufwendungen, auf die der Kanton keinen direkten Einfluss hat. So können Nachtragskredite aus folgenden Gründen gesprochen werden:
 - Gesetzliche Pflichten, wie beispielsweise bei der spitalexternen Krankenpflege und Familienhilfe, der Sonderbetreuung (4,375 Millionen), der Sozial-

hilfe (1,5 Millionen) und den Sozialzulagen (3,425 Millionen);

- Vollzug interkantonalen Konkordate. Darunter fallen der Mehraufwand für den Strafvollzug (0,763 Millionen) und den Besuch ausserkantonalen Bildungsanstalten durch Freiburger (2,920 Millionen).
- Was die Deckung der beantragten Nachtragskredite betrifft, so ist erstmals nach den neuen Bestimmungen des Finanzhaushaltsgesetzes und -reglements vorgegangen worden, wonach gewisse Kreditüberschreitungen unter bestimmten Voraussetzungen durch Einnahmenerhöhungen ausgeglichen werden können. So sind 2006 auf ein Nachtragskreditvolumen von 6,245 Millionen Franken sogenannter «gebundener» Nachtragskredite im Sinne dieser Bestimmungen 4,035 Millionen Franken in Form von Einnahmensteigerungen kompensiert worden, insbesondere dank den Mehreinnahmen aus unserem Anteil am Kantonalbankgewinn (2,780 Millionen) und dank Mehreinnahmen vom Bund im Bereich der Berufsbildung (0,890 Millionen). Der restliche Nachtragskreditbetrag ist mit einer regelkonformen Netto-reduktion anderer Ausgaben kompensiert worden.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2006 eröffnet hat.

Décret

du

relatif aux crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2006

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat, modifiée le 9 septembre 2005;

Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2006;

Vu le message du Conseil d'Etat du 6 février 2007;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Les crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2006, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 18 390 000 francs, sont approuvés.

Art. 2

¹ Le présent décret n'a pas de portée générale et n'est soumis ni au referendum législatif ni au referendum financier.

² Il entre immédiatement en vigueur.

Dekret

vom

über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2006

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates, das am 9. September 2005 geändert wurde;

gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2006;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 6. Februar 2007;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2006, die beim Staatsschatzamt zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 18 390 000 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich und untersteht weder dem Gesetzes- noch dem Finanzreferendum.

² Es tritt sofort in Kraft.